La Revue d'Alsace de 1979 au seuil du III^e millénaire : histoire d'une refondation

Die Revue d'Alsace von 1979 bis zum dritte tausend Jahrhundert

Georges Bischoff

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1489>

DOI : 10.4000/alsace.1489

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 371-383

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Georges Bischoff, « La Revue d'Alsace de 1979 au seuil du III^e millénaire : histoire d'une refondation », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1489> ; DOI : 10.4000/alsace.1489

La Revue d'Alsace de 1979 au seuil du III^e millénaire : histoire d'une refondation

Née en 1850 sous la forme et le format qui sont restés les siens jusqu'à nos jours, la *Revue d'Alsace* se réclame d'une première publication éphémère lancée sous le même nom en 1834. Au cours de sa longue existence – est-elle réellement la doyenne des revues régionales paraissant dans notre pays ? – elle a donné lieu à près de 610 livraisons regroupées dans 132 volumes. Les actes du présent colloque portent le n° 133. En 1979, elle est devenue officiellement l'organe de la Fédération des Sociétés d'histoire et d'Archéologie d'Alsace.

Cette durée exceptionnelle en fait un miroir des recherches menées à l'échelle régionale, tant par les sujets traités, révélateurs des tendances et des modes du moment, que par la personnalité de leurs auteurs et par le lectorat visé. Sa mise en perspective est d'autant plus significative qu'elle possède un « double » sur la rive droite du Rhin, la vénérable *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, qui est née dans des circonstances analogues et qui s'est orientée très rapidement vers l'érudition historique « institutionnelle ».

Au départ, la *Revue d'Alsace* ambitionnait un rôle culturel généraliste, mais les événements politiques n'ont pas tardé infléchir sa mission première pour en faire une publication régionaliste française, dans l'optique d'une appartenance scellée par l'histoire, mais sans esprit de polémique. Issue d'une initiative de « décentralisation culturelle », demeurée propriété privée pendant un siècle et demi, elle s'est tenue en marge de l'Université jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, et ne lui a réellement ouvert ses colonnes qu'à la suite de la seconde. De fait, c'est la deuxième moitié du XX^e siècle qui lui a donné la stature scientifique qui est la sienne.

Son passage sous la tutelle de la Fédération des Sociétés d'Histoire est le résultat d'une crise dont nous nous contenterons d'exposer les éléments principaux, tout en rappelant que son contexte dépasse très largement ses enjeux personnels ou locaux.

I. Une résurrection dans un paysage mouvant

La belle endormie ?

Paru en 1979, un an après l'Assemblée générale « refondatrice » de Wissembourg, le t. 105 s'ouvre sur un avant-propos du professeur Marcel Thomann, qui venait d'être élu président fédéral. « Après une éclipse de quelques années, la Revue d'Alsace reparait ».

« Si on s'alarmait tant des silences prolongés de la Revue d'Alsace, c'est bien parce que le public ressentait la nécessité d'une revue régionale de haut niveau à parution régulière, essentiellement consacrée à l'Histoire. Pour qui s'interrogeait sur les causes d'une telle demande, incontestable et pressante, quelques traits spécifiques de la publication désirée apparaissaient clairement.

Voilà pourquoi une conception très large du terme « Histoire » a été adoptée. Du néolithique à l'époque contemporaine, les manifestations les plus diverses, et parfois les plus inattendues, de la vie historique de notre Province auront leur place dans cette revue.

D'autre part, s'il semble excessif de se rallier à ceux qui affirment que l'« histoire d'Alsace n'existe pas », on peut néanmoins soutenir, sans trop d'audace, qu'elle n'est toujours - qu'elle n'a toujours été - qu'un des aspects, l'aspect alsacien, d'une histoire plus générale dont les ressorts et les manifestations essentielles se situent le plus souvent hors des limites provinciales. La méconnaissance de cette réalité fait qu'une foule de recherches restent pratiquement ignorées chez nous ».

Ce manifeste exprime parfaitement les attentes d'une région qui ne dispose pas – ou qui ne dispose plus –, d'une véritable publication de référence dans le domaine des sciences historiques. Les « silences prolongés » ou l'« éclipse » dont il est fait état sont un rappel discret de la situation à laquelle il vient d'être mis un terme : la publication est suspendue depuis le tome 104 de 1973, le plus maigre de la série, qui portait lui-même sur les années 1966-1972. Depuis la parution en 1964 des *Tables générales des t. 1 à 101* (1834-1962), la *Revue* a renoncé à son rythme annuel et connaît, apparemment, de grandes difficultés matérielles. Le Comité de Rédaction se compose de deux personnes, Pierre Schmitt, conservateur du Musée d'Unterlinden, qui reste propriétaire du titre et gérant de fait, depuis Colmar, et François-Jacques Himly, directeur des Services d'Archives du Bas-Rhin. C'est ce dernier qui rassemble les manuscrits et prépare la publication, en lui donnant une empreinte personnelle de plus en plus forte. Archiviste-paléographe, historien médiéviste, promu à l'Ecole de Rome à la veille de la deuxième guerre mondiale, F.-J. Himly pilote la *Revue d'Alsace* depuis 1947 et s'impose alors comme le meilleur animateur de la recherche historique dans la région. Sa bibliographie alsacienne et ses notes de lecture donnent la mesure des chantiers en cours, suggérant de nouvelles enquêtes et proposant de nouveaux instruments de travail. Jusqu'au début des années 70, cette activité va de

pair avec le secrétariat de la Fédération des Sociétés d'Histoire¹. On peut alors parler de synergie, dans un paysage savant relativement compact mais, somme toute, en voie de fermeture. En effet, dans son fonctionnement comme dans ses finalités, l'instance fédérale reste la chose d'une génération de notables, sans prendre en compte les mutations de son environnement culturel.

La personnalité de F.-J. Himly s'accommode mal d'un partage du pouvoir et se traduit par des relations tendues avec un certain nombre de chercheurs, qu'il s'agisse d'universitaires ou de collègues archivistes. Ce que Dominique Lerch, chef de file d'un courant de jeunes historiens critiques, qualifie de « pouvoir historique » dans un article fameux² se trouve effectivement en porte-à-faux. Une remise à plat s'impose à la plupart des partenaires de l'histoire régionale, à l'Université aussi bien que dans les associations : elle intervient lors du renouvellement du Comité fédéral, à Wissembourg, en septembre 1978 et se traduit par une refondation de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace. Les statuts adoptés lors de l'assemblée générale suivante désignent explicitement la *Revue d'Alsace* comme l'organe de celle-ci, avec l'accord de Pierre Schmitt qui s'engage à la mettre en sa possession.

D'une manière très symbolique, ce sont les Archives municipales de Strasbourg qui deviennent le siège de la Fédération et de sa revue.

L'environnement

Dirigé contre l'omnipotence d'un homme de grand mérite à qui l'on reprochait d'avoir fait le vide autour de lui, le « coup de force » de Wissembourg n'a pas occasionné de fracture durable au sein de la communauté des historiens. Il a permis une transition relativement douce entre des chercheurs formés de part et d'autre de la II^e Guerre mondiale et les enfants du baby boom et des années soixante-huit. Le *deus ex machina* de cette évolution est incontestablement le doyen Georges Livet dont l'esprit d'équilibre et l'habileté diplomatique ont fait merveille ici comme ailleurs. Cette grande figure de l'Université française incarne le passage de la Faculté des Lettres de Strasbourg « au berceau des Annales » à l'Université des Sciences humaines de 1970 en même temps que cette exigence sacrée du « service en ville » chère à ses maîtres³. Conscient des besoins nouveaux de l'Université à l'interface d'une vie associative en plein essor, le « Doyen » pilote la Société savante d'Alsace et des régions de l'Est et inspire l'Association des Publications près les Universités de Strasbourg qui deviendra les Presses universitaires de Strasbourg. Son séminaire et les nombreux

1) C'est dans le cadre fédéral que F.-J. Himly publie ses répertoires des sources alsaciennes conservées dans les archives lorraines ou dans celles du service historique de l'Armée ainsi que la première mouture de son glossaire allemand-français des institutions de l'ancienne Alsace (1965) et l'*Atlas des Villes médiévales* d'Alsace (1970).

2) LERCH (Dominique), « Le pouvoir historique en Alsace », revue *Budderflade*, fasc. 11, 1977, développé dans *l'Encyclopédie de l'Alsace*, p. 6138-6145 et réactualisé dans le présent volume.

3) Les notices du *Nouveau Dictionnaire de Biographie alsacienne* rendent compte, excellemment, du rôle joué par la « génération Livet ». Nous y renvoyons le lecteur.

colloques qu'il organise au Palais universitaire ou ailleurs lui permettent de fédérer l'ensemble des chercheurs et de mettre le pied à l'étrier à de nombreux étudiants de maîtrise ou de thèse. Georges Livet est épaulé par des collègues actifs, de sa propre génération aussi bien que de la génération montante : Philippe Dollinger, Fernand Lhuillier, Raymond Oberlé, Jean-Jacques Hatt, François-Georges Dreyfus, Marcel Thomann, Francis Rapp, Bernard Vogler, Jean-Pierre Kintz, Louis Châtelier, et bien d'autres.

Les entreprises auxquelles contribuent les membres de ce réseau s'inscrivent dans l'air du temps. Ce sont d'abord les grandes synthèses régionales dont le modèle a été établi par Philippe Wolff dans la série l'Univers de la France aux éditions Privat : Philippe Dollinger dirige l'*Histoire de l'Alsace* parue en 1970 et suivie peu après, rare privilège, par les *Documents de l'Histoire de l'Alsace*. Georges Livet embraye ensuite avec l'histoire des trois grandes villes alsaciennes, Mulhouse, co-dirigée avec Raymond Oberlé, puis Strasbourg, en quatre volumes, avec Francis Rapp, à l'occasion du tricentenaire du rattachement de la ville libre d'Empire au Royaume de France (1981), deux ouvrages édités par Istra en partenariat avec les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, puis Colmar, à nouveau chez Privat, avec une équipe ouverte à de jeunes historiens. La Collection des « Grandes Publications » de la Société savante d'Alsace propose des chantiers inédits, avec une prédilection pour la grande période qui s'étend de la Renaissance au XIX^e siècle.

Cette efflorescence universitaire, très personnalisée et, somme toute, inégalée depuis, s'inscrit dans un âge d'or. A l'échelle française, c'est le moment où la « nouvelle histoire » conquiert les médias avec le triomphe de Georges Duby, de Jacques Le Goff, de Fernand Braudel et d'Emmanuel Le Roy Ladurie : le magazine *L'Histoire*, lancé par les éditions du Seuil, relègue aux oubliettes les périodiques de « petite histoire » qui faisaient naguère leurs choux gras des amours de Napoléon et de l'énigme du Masque de Fer. Des milliers d'agrégatifs ou de futurs professeurs certifiés dissertent savamment sur le maraîchinage des *Amours paysannes* de Jean-Louis Flandrin ou sur l'évergétisme de Paul Veyne. La « réforme Haby » relègue aux vieilles lunes le catéchisme historique de Jules Ferry, libérant du même coup de vastes pans d'histoire « alternative », souvent, d'ailleurs, recomposés sur le mode de la revendication.

Les tabous s'effondrent, les vaincus se révoltent et de nouveaux drapeaux se lèvent, comme celui de l'Occitanie cathare ressuscitée à Montaillou (1975).

En Alsace, ce phénomène se combine avec un tropisme particulièrement fort. Les derniers feux des Editions Alsatia se traduisent par quelques publications vedettes comme *l'Alsace, Terre d'Histoire* de Lucien Sittler, un classique dont la première version remonte à 1939, et de véritables nouveautés « grand public », avec des auteurs comme Roland Recht ou Marc Grodwohl. Les Caisses mutuelles lancent une collection de monographies locales, tandis qu'une maison d'édition téméraire, Publitotal, qui s'est épanouie à travers plusieurs livres sur les châteaux-forts, notamment le *Dictionnaire* de Charles-Laurent Salch (1975) propose une « *Encyclopédie de l'Alsace* » en 12 volumes publiée à un rythme effréné à partir de 1982.

Cet engouement pour le milieu environnant est soutenu par les autorités académiques : sous la houlette de René Hickel, le Centre régional de Documentation

pédagogique de Strasbourg multiplie les recueils de documents de la série multimédia « Vivre en Alsace » relayés par des émissions télévisées et prolongées par des stages pour les enseignants. Les pratiques pédagogiques de ces derniers les répercutent au plan local.

Dans la foulée, on assiste à une multiplication d'initiatives de toutes natures – la plus spectaculaire étant la création de Maisons Paysannes d'Alsace, par Marc Grodwohl, point de départ de l'Ecomusée inauguré à Ungersheim en 1982 –. En attendant l'arrivée de la PAO, le développement de l'imprimerie offset ouvre de nouveaux moyens de publications aux sociétés locales ou à d'autres groupes. En témoigne le Cercle d'Histoire de l'Alsace du nord dont le bulletin trimestriel né en 1973 et titré *l'Outre-Forêt* – un terme emprunté à la géographie universitaire – fait alors figure de modèle : parmi ses animateurs : Dominique Lerch et Jean-Laurent Vonau, deux des acteurs de Wissembourg 1978. D'autres « fanzines » apparaissent çà et là : la revue culturelle *Budderflade*, dont la maison d'édition éponyme publie *L'Alsace des notables* de François Igersheim, première véritable histoire du Reichsland Elsass-Lothringen (1981), ou les *Cahiers de l'Alsace rouge*, où Jean-Claude Richez exhume l'histoire des luttes révolutionnaires (1977-1982).

Comme on le voit, la remise en route de la *Revue d'Alsace* ne se produit pas dans un désert intellectuel, tant sans faut, mais dans un paysage luxuriant. Comment son effacement puis son absence, avaient-ils été ressentis ? En 1978, il n'est pas sûr que le besoin d'une revue fédérale ait été perçu d'une manière unanime : le t. 103 de 1973 avait été tiré à 350 exemplaires et diffusé confidentiellement – ce qui en fait une véritable rareté. La notion même d'Histoire de l'Alsace continuait à faire problème, tiraillée entre une conception froide, illustrée par le manuel généraliste édité par Privat et une interprétation militante centrée sur des réalités tangibles, locales ou catégorielles. On peut rappeler qu'il n'existait alors que deux autres grandes revues scientifiques alsaciennes, les *Archives de l'Eglise d'Alsace* et les *Cahiers alsaciens d'Archéologie, d'Art et d'Histoire*. La première allait cesser sa parution en 1997, faute de combattants : née en 1926 à l'apogée du clergé catholique, elle avait vu son vivier naturel se restreindre inexorablement malgré la qualité de ses collaborateurs et l'aggiornamento dont elle avait fait l'objet de la part de son nouveau rédacteur, Claude Muller, un historien jeune et actif. En revanche, la seconde, elle aussi confiée à une nouvelle génération, Guy Bronner, Bernadette Schnitzler, notamment, a tiré le meilleur parti de son orientation initiale à la rencontre des musées, des chantiers de fouille et des travaux d'inventaire.

Dans cette configuration, en dehors des ouvrages collectifs suscités par le Doyen Livet, il restait assez peu d'espace pour des historiens profanes à la recherche d'une audience régionale. L'insuccès du mensuel *l'Alsace historique* (27 fascicules parus de 1976 à 1982) proposé par le groupe de presse du *Nouvel Alsacien* allait d'ailleurs montrer l'exiguïté du marché. Restaient en ligne deux autres revues trimestrielles susceptibles de jouer un rôle : le vénérable *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse* (fondé en 1826), aux ambitions généralistes et les *Saisons d'Alsace* alors publiées par la maison Istra. Si le premier nommé a effectivement accueilli des historiens associés à des économistes, des naturalistes et de collaborateurs venus d'horizons très divers

dans des numéros thématiques, il n'a guère dépassé le cadre haut-rhinois qui était le sien au départ : son chant de cygne correspond très exactement à la fin des années soixante-dix et au début de la décennie suivante, sous la conduite imaginative de Claudine Hébrard-Romenville. Quant aux secondes, menées par Jean-Paul Baechler sous le regard bienveillant du doyen Livet, elles ont permis un excellent travail de communication, là aussi, sous la forme de volumes thématiques. La totalité des membres du Comité de Rédaction de la *RA* de 1979 y ont participé d'une manière ou d'une autre⁴ : la plupart figuraient déjà dans le numéro 50 de 1974 sur les Sciences historiques en Alsace. Pourtant, en dépit de leur orientation, ni le *Bulletin de la SIM*, ni *Saisons d'Alsace* ne sont des revues historiques au sens strict et n'apportent à leur lecteur autre chose que des produits « finis » : l'actualité des recherches ne peut pas y être suivie ; il n'a pas de recensions régulières. On ajoutera que leur vocation « commerciale » les incite à une sorte de patrimonialisation de l'Alsace, plus qu'à une approche critique. La chose est particulièrement nette quand on considère les numéros « institutionnels » de *Saisons d'Alsace*, sur Sélestat ou Wissembourg, par exemple, qui correspondent à des commandes officielles. La position éditoriale de Jean-Paul Baechler à la marge des sociétés d'Histoire locales et de l'Université lui apporte néanmoins certaine liberté de manœuvre dans des domaines laissés en friche par les chercheurs alsaciens : on en veut pour preuve la traduction des ouvrages de Lothar Kettenacker sur la nazification de l'Alsace (n°65/1978 et 68/1978) et de Charles Bankwitz sur les chefs autonomistes alsaciens (n°71/1980). Ces deux ouvrages n'auraient peut être pas eu le même retentissement s'ils étaient parus dans des collections « confidentielles » connues des seuls spécialistes. Leur parution en revue était une façon d'interpeller le public aussi bien que la communauté des historiens sur la question – brûlante – de l'histoire contemporaine et sur le silence des recherches alsatiques.

Une ambition fédérale

La renaissance de la *Revue d'Alsace* se produit dans ce climat de recomposition intellectuelle de l'Alsace.

Aux lendemains de l'AG de Wissembourg, le Comité provisoire de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie confie à Dominique Lerch la mission de réveiller la « belle endormie » dont Pierre Schmitt abandonne la gérance tout en restant propriétaire du titre. Désormais, le président fédéral assure les fonctions de directeur de la publication : Marcel Thomann d'abord (1979-1993) puis son successeur Jean-Claude Hahn (1994-2001) établissent un climat de confiance qui permet aux instances éditoriales de préparer leur travail dans des conditions les meilleures. La réalisation proprement dite se fait dans le bénévolat le plus complet, d'abord aux Archives Municipales de Strasbourg puis dans des locaux du CRDP mis à la disposition du recteur Deyon (en 1981) – un poste de travail, des étagères – dans

4) Cf. Un index général a été publié en 1995 sous le titre « Nos saisons ». Un numéro *Histoire et historiens* a paru en 1991.

un local loué au 15 rue de Bruxelles ensuite, et, pour finir, dans les bureaux actuels du 9 rue de Londres, dans le quartier de l'Esplanade. Voulue par le Président Thomann, la montée en puissance de la Fédération et de ses publications (*RA*, *Nouveau Dictionnaire de Biographie alsacienne*), se traduit par la création de postes d'opératrices de saisie (Mmes Crenner, Erhard et Finger) et de collaborateurs techniques à temps partiel (Odile Zeller, Gilbert Fournier et Nicolas Mengus) et par une politique de diffusion très efficace et, probablement, unique en son genre⁵. Les stocks sont hébergés grâce à la bienveillance des Archives Départementales du Bas-Rhin. Si les tout premiers numéros sont encore réalisés en linotypie, à partir de 1984, les suivants le sont en offset. L'avènement de la PAO permet d'assurer la totalité de la saisie et de la mise en page de la Revue et amène un certain nombre de nouveautés comme les notes infrapaginales ou les titres courants. Dans ce domaine encore, le savoir-faire acquis par le secrétariat fédéral profite très largement des compétences professionnelles du vice-président Jean-Marie Holderbach. La couverture adoptée en 1979 associe un quadrillage dans lequel apparaissent les grands thèmes du numéro et le titre *Revue d'Alsace* composé en caractères modernes rouges sur fond blanc : une esthétique de la sobriété qui n'est pas sans rappeler le style des *Annales* et qui s'infléchira à partir de 1992 avec l'incrustation d'une photographie en couleur en rapport avec un des articles du sommaire. Le tirage dépasse le millier d'exemplaires pour atteindre un plafond de 1300 lors du bicentenaire de la Révolution, en 1989.

A l'instar des autres revues scientifiques, la *Revue d'Alsace* se dote d'un Comité de Rédaction au sein duquel toutes les périodes de l'Histoire (et la Géographie) sont représentées par une ou plusieurs personnes. Au fil du temps, ses membres sont rejoints par de nouveaux arrivés et leur chiffre passe de 11 (1979) à 19 (1994). Leur mission consiste à sélectionner les articles à publier et à distribuer les comptes rendus d'ouvrages. Un Conseil scientifique, dont l'idée a été suggérée par le Doyen Livet vient coiffer ce Comité de Rédaction et lui apporte une caution morale. Dans la réalité courante, on parle de Commission de la Revue d'Alsace, de manière à les englober l'un et l'autre : les réunions plénières se tiennent une ou deux fois par an au Palais universitaire de Strasbourg, à l'Institut d'Histoire d'Alsace ou à celui d'Histoire moderne. En 1982, à la suite de la nomination de Dominique Lerch au CRDP d'Amiens, les fonctions de secrétaire de rédaction sont assurées par son adjoint Georges Bischoff, alors professeur à l'Ecole normale de Colmar. Rejoint par Benoît Jordan en 1993, il prépare la parution de l'ensemble des numéros jusqu'au t. 127 (2001), le premier du troisième millénaire. Le 28 octobre 2001, à la suite d'un désaccord sur l'indépendance de la revue, il remet sa démission au Président fédéral, M. Jean-Pierre Kintz. Benoît Jordan en fait autant.

5) A l'initiative de M. Thomann, les collectivités territoriales alsaciennes (Région, Départements) s'engagent à financer l'achat de la *RA* (et des publications régulières des Sociétés fédérées) pour l'ensemble des lycées et collèges concernés. Par ailleurs, la Fédération offre tous les ans cent exemplaires de sa Revue à la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg qui s'en sert comme monnaie d'échange.

II. Une revue fédératrice

Des principes et des méthodes

La mention « Publié par la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace » s'inscrit en lettres rouges sur la couverture de l'ensemble des numéros parus entre 1979 et 2001. C'est une façon de rappeler son statut singulier.

Le programme que lui assigne le Président Thomann est clair dès le début : la *RA* doit être la vitrine de la recherche historique menée dans la région aussi bien que sur la région, dans un esprit de partage des tâches, et, pour ainsi dire, de subsidiarité.

« Tout d'abord, et bien évidemment, il faut affirmer que les particularités et les objectifs propres aux Sociétés adhérentes seront respectés, puisqu'aussi bien la « clause de non concurrence » est à la base du contrat moral qui engage les membres d'une Fédération. La Revue d'Alsace sera le complément des recherches plus locales ou plus spécialisées. Dans toute la mesure de ses moyens, elle concourra à la promotion des associations participantes, ne serait-ce qu'en rendant compte de leurs activités et en orientant vers elle des collaborateurs ».

Dans cette optique, la Revue s'engage à publier le sommaire de toutes les publications des sociétés qui lui sont affiliées – une exigence toujours plus difficile du fait de l'explosion de celles-ci, et ces dernières insèrent des bulletins d'abonnement ou des en-quarts publicitaires se rapportant à elle – ou au *Nouveau Dictionnaire de Biographie alsacienne*.

De même, pour permettre une rotation des auteurs et pour favoriser le renouvellement des thèmes abordés, la Rédaction impose une double règle de fréquence et de volume : un collaborateur de la Revue a droit à un article tous les cinq ans et doit se tenir à un maximum de vingt pages imprimées. Cette discipline ne souffre que de rares dérogations. Ce qui est visé ici, c'est l'exemplarité de la démarche et non la répétition. Ainsi, les études qui portent sur des cas bien localisés ne sont retenues qu'à partir du moment où elles acquièrent une valeur générale, transposable ailleurs, en Alsace ou à l'extérieur. On privilégie donc ce qui suggère des comparaisons ouvertes ou qui remet en cause des interprétations passives.

Pour comprendre cette politique, il suffit de parcourir un tome pris au hasard. Ouvrons le n° 120 de 1994 : la *Revue* s'ouvre sur les découvertes paléontologiques de Mutzig parce qu'elles nécessitent une mise au point rapide au vu de l'actualité. L'étude du parcellaire d'un village de Basse-Alsace se légitime par son caractère inédit, de même qu'une analyse de la question du chômage à Strasbourg entre 1888 et 1914. La confrontation des « lettres de baptême » retrouvées en Alsace et dans le canton de Berne fait apparaître des parentés insuffisamment prises en compte par les historiens des traditions populaires. Un catalogue d'incunables retrouvés dans des bibliothèques haut-rhinoises trouve naturellement sa place au titre des instruments de recherche proposés à la communauté scientifique internationale. Une « photographie » des élections législatives de mars 1993 met en perspective et en mémoire les résultats observés, à cette occasion, etc. Dans cette moisson de près de 450 pages, il y a du grain à moudre pour l'historien de métier aussi bien que pour l'amateur.

La *Revue d'Alsace* fédérale d'après 1978 diffère fortement de celle d'avant 1973 bien que celle-ci soit toujours demeurée son modèle. Avec le temps, en effet, elle tend à s'enfler jusqu'à 500 pages annuelles (au lieu d'une moyenne de 200). En vingt ans, du tome 105 au t. 125, soit vingt et un volumes, on comptabilise 7390 pages imprimées, soit une moyenne annuelle d'environ 352 pages.

Des résumés d'articles en allemand et en anglais font rapidement leur apparition pour répondre aux ambitions internationales qui sont maintenant à l'ordre du jour. Mieux (ou pire, si l'on se réfère à la *Revue d'Alsace* irrédentiste d'un Joseph Liblin), on admet des articles intégralement publiés en allemand – d'autres pouvant être traduits, notamment de l'anglais.

Des orientations nouvelles

Le bilan des vingt premières années de la nouvelle formule de la *Revue d'Alsace* peut être réalisé assez facilement à partir de l'index établi par Nicole Wilsdorf pour compléter les tables générales de F.-J. Himly pour la période 1850-1962⁶. Au total, entre le t. 105 et le t. 125, ce sont plus de trois cents auteurs qui sont venus lui apporter leur collaboration par des articles, des chroniques ou des recensions : les 318 noms recensés correspondent à 316 personnes pour tenir compte de deux pseudonymes, l'un d'eux, Frédéric Kurtz, étant utilisé collectivement, en hommage à Joseph Liblin, pour signer quelques comptes rendus.

Ce chiffre impressionnant est le triple de celui des collaborateurs de la Revue d'Alsace sous le régime précédent, pour une période équivalente. On notera avec plaisir qu'un certain nombre d'auteurs, et non des moindres, qui s'étaient illustrés sous F.-J. Himly ont poursuivi leur collaboration après 1978 : des noms comme ceux de Jean Rott, Philippe Dollinger, Robert Will, Georges Livet ou Jean Vogt, aujourd'hui disparus, en témoignent avec éloquence. On peut parler d'une continuité très réelle, bien que le renouvellement ait été très spectaculaire dès le nouveau départ de la revue. Une analyse plus fine des données recueillies par Nicole Wilsdorf confirmerait la thèse d'une extension du vivier d'auteurs vers des catégories peu représentées auparavant : des auteurs plus jeunes, un cinquième de femmes (elles se comptaient sur les doigts d'une main avant 1973), des origines géographiques plus variées (un tiers de collaborateurs « allogènes ») et des appartenances socio-professionnelles toujours plus larges.

Cette évolution s'explique par l'ouverture associative opérée dans le cadre fédéral et par la politique du Comité de Rédaction : aux 254 articles de fond s'ajoutent, en effet, 44 positions de thèse – un genre à peu près inexistant jusqu'alors, les thésards étant généralement en début de carrière –. De même, dans de nombreux cas, des recensions ont été confiées à des commentateurs choisis hors d'Alsace pour échapper aux pesanteurs locales, et, surtout, pour en valoriser la nouveauté. On a alors sollicité des historiens très connus. Par ailleurs, trois numéros de la *Revue d'Alsace* ont été

6) Tables générale des tomes 102 à 125, *RA*, t. 126, 2000, p. 457-528.

consacrés à des hommages à de grandes figures régionales, Marcel Thomann (1993), Francis Rapp (1976) et Christian Wilsdorf (2002) et deux autres ont accueilli des actes de colloques, *L'Alsace au Cœur de l'Europe révolutionnaire* (1989) puis *Deux siècles d'histoire d'Alsace* (2000) – sans pour autant priver les lecteurs des rubriques auxquelles ils étaient habitués.

Le concours apporté par la *Revue d'Alsace* à la diffusion des recherches régionales se mesure aussi bien du point de vue quantitatif que du point de vue qualitatif. Ainsi, les 254 articles de la période de référence donnent-ils une part de premier plan à l'histoire contemporaine de l'Alsace : les trente et un articles traitant un thème postérieur à 1939 représentent 12,20 % d'un total à compléter par les sujets divers « contemporains » (géographie, sciences humaines, sciences politiques), forts de 21 textes (soit 8,26 %). Un article sur cinq interpelle le présent de l'Alsace, contrairement à ce que proposait les sommaires d'avant 1973.

Une récapitulation d'ensemble fait apparaître un bel équilibre entre les périodes de l'Histoire, avec 5,11 % pour l'Antiquité, 20,47 % pour le Moyen Age, 33,46 % pour l'époque moderne, 20,47 % pour la première partie de l'ère contemporaine (jusqu'en 1939), 12,20 % pour la seconde, 8,26 % pour les « divers actuels ».

Ce rééquilibrage prend toute sa signification si on le rapporte à la situation antérieure décrite par Pierre Kim dans un mémoire de maîtrise préparé sous la direction de Bernard Vogler et publié sous une forme abrégée en 1984, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la *Revue*⁷. L'Alsace redécouvre un passé demeuré en friche et commence à le soumettre à un regard dépassionné. Un quart de siècle après le « coup de Wissembourg », on a encore de la peine à comprendre les crispations qui existaient alors et on admet difficilement la prudence avec laquelle les premiers explorateurs s'étaient efforcés d'approcher leurs sources. Pour ouvrir ce chantier, plus familier des chercheurs étrangers que des autochtones, il a fallu faire montre de témérité et de tact : la personnalité du Président Thomann y a contribué d'une manière décisive, en apaisant d'inutiles polémiques et en préservant solidement l'indépendance de la *Revue*⁸. Aussi, est-ce en grande partie par le biais de comptes rendus critiques que se sont progressivement mises en place les conditions d'une histoire plus sincère et plus libre. C'est même à travers la politique de recensions menée par le Comité de la *Revue* que s'expriment le mieux ses ambitions : suivre l'actualité de la recherche, faire connaître des sources nouvelles (par l'intermédiaire d'une chronique des archives, puis d'une chronique du patrimoine), ouvrir des pistes. Là encore, le bilan est impressionnant : l'art difficile du compte rendu représente 10 p. 100 de la surface de la revue.

7) KIM (Pierre), « La Revue d'Alsace (1834-1974), une historiographie », *RA*, t. 110, 1984, p. 5-26. Ces recherches pionnières n'ont malheureusement pas été poursuivies. Elles s'étaient faites dans les perspectives ouvertes par C. O. CARBONNEL. L'anniversaire de la *RA* avait alors été marqué par une petite exposition itinérante préparée par G. Bischoff.

8) En 1979, un article traitant du syndicalisme paysan de l'entre deux guerres est interprété comme une opération de déstabilisation politique pour avoir évoqué le père d'une personnalité strasbourgeoise. Une mise au point est publiée dans le t. 106 de l'année suivante (p. 318).

Au terme de cette évocation trop rapide et, somme toute, un peu frustrante, force est de constater que la *Revue d'Alsace* a repris une place centrale dans sa terre d'élection et qu'elle est parvenue à se hisser au premier rang des revues d'histoire régionale en France aussi bien que dans l'espace rhénan. Mais rien n'est jamais définitivement acquis : la Fédération la soutient à bout de bras et le bénévolat continue d'assurer ce que d'autres effectuent avec des moyens plus puissants. Le secret de sa longévité tient à un faisceau de bonnes volontés, à l'appui désintéressé des collectivités territoriales alsaciennes et à une politique éditoriale sans complaisance.

Le bilan fait apparaître des lacunes et des échecs qui conduisent à s'interroger sur le statut d'une publication périodique de cette nature. Le lectorat actuel de la *Revue d'Alsace* se compose d'historiens de métier relayés par des institutions savantes, archives, bibliothèques, institutions d'enseignement et de quelques dizaines d'amateurs généralistes. Les notables éclairés, médecins, juristes, fonctionnaires et gens d'Eglise qui constituaient sa clientèle il y a cent ans ont quasiment disparu vers d'autres horizons, faute de temps, sans doute, et de motivations. Les « décideurs » sont happés par d'autres lectures situées dans l'instant. Une revue forte de trois ou quatre mètres linéaires joue davantage un rôle de mémoire qu'un rôle d'incitation.

D'une manière paradoxale, ce qui pourrait être un atout aux yeux des enseignants ou de leurs élèves n'a pas été suffisamment valorisé, faute de suivi dans les centres de documentation des collèges et des lycées : dans cet usage pédagogique, le mode d'emploi de la *Revue d'Alsace* n'est pas encore au point malgré la présence assez régulière d'une rubrique « pédagogie de l'histoire » au sein des comptes rendus. Ce sera possible le jour où l'on disposera d'une version numérique de l'ensemble des volumes parus, mais là encore, il faudra garantir la pertinence des systèmes d'interrogation et de consultation des données et assurer à la visibilité du titre. Il faudra rappeler ce qu'est la *Revue d'Alsace* : « l'ambassadrice » ou le « porte-drapeau » d'une histoire plurielle au cœur de l'Europe.

Die Revue d'Alsace von 1979 bis zum dritte tausend Jahrhundert

Georges Bischoff

Die *Revue d'Alsace*, die 1834 gegründet worden ist, wird als die älteste der französischen Zeitschriften für Landesgeschichte betrachtet. Offiziell war sie nie mit einer Lehr- oder Forschungsinstitution verbunden. Bis heute ist sie unabhängig geblieben. 1979 hat ihr letzter Eigentümer eingewilligt, dass sie das Organ der *Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie* [Verband der Geschichts- und Archäologievereine] wird, die somit die Herausgeberrolle der Zeitschrift übernommen hat.

Unter der dynamischen Leitung des neuen Chefredakteurs Dominique Lerch hat die *Revue* ein wissenschaftliches Ansehen ohnegleichen erworben, sowohl dem Hochschulwesen als auch den Geschichtsvereinen zugewandt. Die Wandlung der Zeitschrift hat sich in einer besonders günstigen Stimmung vollzogen, und zwar derjenigen der Erneuerung der Geschichtsforschung, mit der Unterstützung der regionalen und lokalen Behörden und einer immer breiteren Leserschaft. Sie fällt mit dem Heranreifen einer neuen Generation von Forschern zusammen und besteht auch darin, dass sich die Lage der Landesgeschichtsschreibung entspannt hat.

Résumé

En 1979, la vénérable *Revue d'Alsace*, fondée en 1834, devient officiellement l'organe de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace. Elle acquiert alors une stature scientifique sans précédent, au carrefour de l'Université et des sociétés savantes, permet l'avènement d'une nouvelle génération de chercheurs et contribue à décripsier l'historiographie de la région.

Summary

In 1979 the respectable "*Revue d'Alsace*" – launched in 1834 – became the official mouthpiece of the *Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie*, thus invested with an unprecedented scientific status, at the crossroads of the University and learned societies. It gave birth to a new generation of researchers and has contributed to easing regional historiography.

Georges Bischoff

(* 1950)

Professeur à l'Ecole Normale de Colmar. Rédacteur en chef de la *Revue d'Alsace* (1982-2001). M.C.F. d'histoire d'Alsace, professeur d'histoire du Moyen Age, Directeur de l'Institut d'Histoire médiévale de l'Université Marc Bloch.